

iFi-Latineco 
www.latineco.com

✉ 25, rue d'Astorg - 75008 Paris - France
☎ 33(0)1 47 42 23 05 - 📠 33(0)1 40 06 90 79
💻 ifi-info@latineco.com

➡ VEILLE-INFOS ◀

AMÉRIQUE LATINE



***Conjoncture
économique & politique***

Juin 2005

Source : iFi - BM - FMI - OCDE...	Taux courts	PIB Mds\$			PIB %			Pop.M	Inflation %			Solde commercial (Mds \$)		Réerves internat (Mds \$)		Dette ext. (Mds \$)	Change/\$ (*taux officiel)		Chômage %
		06/05	2003	2004	2005 (p)	2003	2004		2005 (p)	2005	2003	2004	2005 (p)	2004	2003		12/04	05/05	
Argentine	4,5	86	151	140	8,8	9,0	6,5	38,9	13,4	6,1	8,5	11,3	15,5	27,0	21,0	126,56	2,90	2,95	12,8
Brésil	19,75	455	604	596	0,54	5,2	3,3	181,58	9,3	7,6	6,3	34,1	24,8	43,6	52,9	203	2,45	2,95	19,25
Chili	3,25	66,4	72,05	85	3,2	6,1	6,2	15,5	2,8	2,45	2,4	9,1	3,0	15,4	17,37	44,5	584	593	8,8
Colombie	7,4	81,2	96,15	98,1	3,4	3,96	3,5	45	6,5	5,5	7,5	0,3	0,2	8,6	13,76	39,7	2 350	2 771,5	15,2
Équateur	Nd	24,5	28,96	30,65	2,5	3,5	3,4	13,2	6,9	1,5	2,5	-6,2	Nd	1,8	1,56	10,76	1	1	11
Mexique	9,98	637,3	626,8	700	1,2	4,4	3,8	105	3,98	4,5	4,0	-6,0	-5,7	40,8	45,0	163,0	10,7	11,15	3,5
Pérou	2,9	56,7	61,0	62,6	3,8	4,8	4,5	27,2	2,39	3,48	2,5	2,0	0,7	9,7	12,17	30,0	3,26	3,47	9,4
Uruguay	Nd	12,3	13,217	12,0	3,0	12,3	6,0	3,24	19,4	7,6	7,5	-0,2	0,0	2,5	2,47	12,4	25,4	29,5	11,8
Venezuela	13,15	99	92,55	98,5	-9,5	17,3	6,5	25,5	31,1	19,8	18,0	14,7	14,8	14,8	24,6	25,0	2 150	1 900	16

Indicateurs économiques

Table des Matières

<i>Indicateurs économiques</i>	2
AMÉRIQUE LATINE	4
<i>Les fléaux du continent</i>	4
<i>Bonne croissance prévue mais</i>	4
<i>Moins de dépenses militaires</i>	5
<i>Le palmarès des entreprises latino-américaines</i>	5
ARGENTINE	6
<i>Les Lois du Pardon annulées</i>	6
<i>Chute du risque pays</i>	6
<i>Un meilleur second semestre</i>	7
<i>Retour chilien</i>	7
<i>Le marché du Moyen Orient</i>	7
BRÉSIL	8
<i>Tourmente politique autour de Lula</i>	8
<i>Moins de croissance</i>	8
... <i>d'avantage d'impôts et</i>	8
... <i>de millionnaires</i>	9
<i>Vraie croissance et taux d'intérêts</i>	9
CHILI	11
<i>Radiographie des foyers</i>	11
<i>État moins endetté</i>	11
<i>Bon rythme de croissance</i>	12
COLOMBIE	13
<i>Les transferts des émigrés</i>	13
<i>Les narcotrafiquants aiment la terre</i>	13
<i>Exportations en hausse</i>	13
MEXIQUE	14
<i>Panorama contrasté</i>	14
<i>De plus en plus de transferts des émigrés</i>	14
<i>Exportations : l'Inde devance la Chine. Et le Japon ?</i>	15
PÉROU	16
<i>Boom des importations</i>	16
<i>Vers la mondialisation</i>	16
<i>La Chine, un partenaire commercial de choix !</i>	17
URUGUAY	18
<i>D'avantage d'importations</i>	18
<i>Pays peu compétitif</i>	18
<i>Moins de croissance que prévu</i>	18
VENEZUELA	19
<i>Un programme nucléaire dans le pays ?</i>	19
<i>Des IED spectaculaires</i>	19
<i>La pauvreté toujours en forte progression</i>	19
<i>Bonne croissance du PIB</i>	20

Amérique Latine

Les fléaux du continent

Dans le document « **Objectifs de développement du Millénaire** », récemment élaboré par différents organismes des Nations Unies, il est question, d'ici 2015, de faire disparaître la pauvreté extrême et la faim, d'étendre l'éducation primaire, d'améliorer la santé, de stopper la dégradation de l'environnement... dans les pays les plus pauvres de la planète. En Amérique Latine, la lutte contre la malnutrition a amélioré la situation dans 15 des 24 pays de la Région. Cependant, l'Amérique Latine et les Caraïbes continuent d'être la Région la plus déséquilibrée au monde.

Par ailleurs, **la pauvreté est un obstacle majeur au maintien et progrès de la démocratie et de la bonne gouvernance**. Le document reconnaît, aussi, que les transferts d'argent des émigrés latino-américains, bien qu'il soient devenus une source de revenus pour les pays qui en bénéficient, ne constituent pas pour autant un signe de création d'emploi ou de développement économique endogène. En effet, les « *remesas* » (transferts) ne sont qu'un moyen pour réduire la pauvreté de façon fictive et externe.

Ainsi, malgré les progrès atteints depuis ces 5 dernières années, actuellement, dans le continent latino-américain, **222 millions de personnes** vivent dans des conditions de pauvreté extrême, dont **96** en tant qu'indigents. Le **Chili** constitue une exception car en 1990 (fin de la dictature de Pinochet), 45% des habitants vivaient dans des conditions de pauvreté, contre 19% actuellement.

Bonne croissance prévue mais...

La **Cepal** estime qu'en 2005, l'ensemble du continent devrait enregistrer une croissance oscillant **entre 4% et 4,4%**. Avec une progression de 4%, le taux de l'emploi devrait se maintenir mais ne serait pas suffisant pour contenir et diminuer le taux de pauvreté. Pour promouvoir de manière significative la création d'emplois, le taux de croissance devrait être supérieur à 5%.

La situation du Brésil, pays clé dans la Région, pèse dans les prévisions car, en 2005, son économie devrait connaître un certain ralentissement par rapport à 2004, avec une progression de 4% (prévision optimiste) ou de 3,3% (prévision pessimiste).

Moins de dépenses militaires

Selon le SIPRI, depuis 1980, le budget destiné à la défense de l'ensemble des pays de la Région a connu une réduction progressive. En même temps, 12 pays latino-américains fournissent **9,5% du personnel des forces de paix de l'ONU**, représentant 9,5% du total des opérations en cours.

Le palmarès des entreprises latino-américaines

Au 1^{er} trimestre 2005, les 20 premières entreprises d'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Mexique et du Pérou ont dégagé **15 milliards de dollars de bénéfices**, soit 55% de plus qu'au même trimestre 2004.

Ainsi, les Top 20 du **Brésil** ont totalisé 6,66 milliards de dollars de bénéfices, suivies de celles du **Mexique** et du **Chili**.

Les 1 288 entreprises latino-américaines de l'échantillon ont été favorisées par les prix élevés des matières premières et le taux bas. Dans ce groupe, l'addition des ventes a atteint **188,2 milliards de dollars** et celles des bénéfices **20 milliards de dollars**, ce qui représente une hausse respective de 48,2% et 20% comparé au même trimestre 2004.

Par secteur, les groupes pétroliers arrivent en tête en termes de bénéfices (2,8 milliards de dollars), suivis des sidérurgiques. Les entreprises brésiliennes, **Petrobras** (pétrole) et **Vale do Rio Doce-CVRD** (minerais de fer) occupent les 2 premières places, suivies des mexicaines **Telmex** (télécoms) et **Pemex** (pétrole). Au 5^{ème} rang, figure la banque brésilienne **Bradesco** et au 6^{ème} le groupe minier chilien **Minera Escondida**.

Argentine

Les Lois du Pardon annulées

La Cour Suprême de Justice argentine a déclaré que les lois du « **point final** » et « **d'obédience due** » en vigueur depuis 1987 **sont inconstitutionnelles**. Sous la présidence de **Raúl Alfonsín**, ces lois avaient été votées pour freiner les plaintes et les procès pour des délits commis par les forces de l'ordre (police, armée et gendarmerie) pour combattre la guérilla il y a 30 ans.

En déclarant la nullité de ces lois, il sera possible de rouvrir les procès et faire revenir à la barre des accusés entre 300 et 3 000 personnes (civils et militaires), en retraite ou en activité, responsables de violations de droits de l'homme.

Commentaire d'iFi-Latineco :

Longtemps critiquées par les victimes et l'entourage des 25 000 disparus pendant la répression, la fin des lois du pardon signifie le retour à une période tragique du pays dont les plaies sont toujours ouvertes. La question sera de savoir si les jugements des coupables présumés seront capables de faire tourner définitivement cette page de l'histoire argentine.

Chute du risque pays

La sortie du *default* de la dette argentine a fait passer la qualification du risque pays à **moins de 800 points**, contre près de 6 000 points il y a quelques mois, soit le même niveau qu'il y a 6 ans. Le chiffre pourrait redescendre vers les 500 points, soit le même niveau de la dette brésilienne qui oscille autour de 450 points.

Rappel : en 2001 (date de la déclaration de défaut), la dette argentine s'élevait à 144,4 milliards de dollars. Le montant émis après le défaut a atteint 30,9 milliards de dollars, d'où une **dette actuelle de 126,56 milliards de dollars**.

Un meilleur second semestre

La première période de l'année a été imprégnée des **incertitudes de la négociation de la dette**, de la **poussée de l'inflation** et des **négociations avec le FMI**. Ce 2^{ème} semestre devrait être plus stable et permettre d'agir sur l'inflation qui, en mai, accumulait 5,1% sur 12 mois.

En mai, l'IPC a grimpé de 0,6%, encouragé par la hausse des services (gaz, électricité, logement, éducation...). En revanche, les aliments n'ont progressé que de 0,2%, le panier de base ayant même reculé de 0,1%.

À noter : parmi les pays émergents, en termes de taux élevés d'inflation, l'Argentine occupe la **3^{ème} place** après le Venezuela et la Russie.

Retour chilien

Avec un meilleur panorama économique, les investisseurs chiliens essaient de profiter d'une croissance estimée **autour de 6%** pour 2005. Ainsi, en 2004, l'Argentine a attiré 44% des 1,5 milliard de dollars investis par les entreprises chiliennes à l'étranger.

Aux opérations de **Cencosud**, qui a pris le contrôle de la chaîne de supermarchés Disco, et de la compagnie aérienne **LAN** qui a inauguré LAN Argentina, il faudrait ajouter les projets d'Ayres (promoteur immobilier), de Metalpar (métallurgie), de Falabella (grands magasins) et des producteurs de vin qui ont traversé la cordillère des Andes pour produire localement.

Le marché du Moyen Orient

Au cours des 4 premiers mois 2005, les exportations de produits d'origine végétale et animale vers les pays du Moyen Orient ont grimpé de **72% en volume et de 32% en valeur** comparé à la même période 2004.

Entre janvier et mai, **2,21 millions de tonnes** de ces produits ont été exportées vers Israël, l'Arabie Saoudite, les EAU, la Syrie, la Jordanie, le Yémen, le Liban, le Koweït, Oman et Barhein pour un total de **310 millions de dollars**.

Brésil

Tourmente politique autour de Lula

Le député et président du Partido Trabalhista Brasileiro-PTB, **Roberto Jefferson**, a accusé le trésorier du Partido dos Trabalhadores-PT de verser jusqu'à 12 000 dollars mensuels à des députés d'autres partis alliés pour « acheter » leur soutien au Parlement.

Cette dénonciation est accompagnée de l'affirmation que certains Ministres et proches du Président Lula da Silva étaient au courant de ces pratiques. Parmi les personnes visées par ces accusations, figurent le tout puissant Chef de Cabinet (*Casa Civil*) de Lula, **José Dirceu**, qualifié de **Raspoutine** par Jefferson, ainsi que le Ministre de l'Économie **Antônio Palocci**. Dans ce contexte, Lula devrait procéder à un remaniement ministériel et remplacer Dirceu par un membre du PT, dont **Marcelo Déda**, Préfet d'Aracaju, serait le principal candidat.

Cette dénonciation a été précédée par une autre liée à des cas de corruption dans la poste brésilienne et l'Instituto de Reaseguros do Brasil-IRB...

Moins de croissance...

Selon l'IPEA, en 2005, l'**économie** du pays ne devrait progresser que de **2,8%**, contre une prévision de 3,5% établie en début d'année. Même tendance pour le **taux d'investissement** qui est passé à **4,8%**, contre une estimation précédente de 8,3%.

En revanche, l'**inflation** devrait augmenter à **6,3%**, face au 5,4% établi auparavant. La bonne nouvelle vient du côté du commerce extérieur, dont le solde en 2005 atteindrait 35,3 milliards de dollars.

... davantage d'impôts et...

Même si le rythme de croissance économique a diminué au 1^{er} trimestre 2005, la part de richesse produite dans le pays qui tombe sous le poids de la fiscalité a atteint **41,6%**, contre 40,01% au même trimestre 2004. Une fois déduits les effets de l'inflation et autres facteurs, durant la période, la collecte fiscale a progressé de 7,4% face à une hausse du PIB de 2,9%.

Rappel : en 2003, le poids fiscal pour les contribuables brésiliens était de 35,5% juste derrière l'Allemagne (36,2%) et la France (44,2%), devant le Canada (33,9%), la Suisse...

... de millionnaires

Malgré la fiscalité, selon un rapport sur la richesse et les riches dans le monde, en 2004, le nombre de millionnaires au Brésil a augmenté de **7,1%** par rapport à 2003.

Au total, l'an dernier, le pays comptait **98 000 millionnaires**, soit 0,05% de la population du pays. La qualification de millionnaire est donnée à tous ceux qui détiennent 1 million de dollars investis sur les marchés de capitaux.

Par ailleurs, **la concentration de richesse au Brésil est l'une des plus élevées au monde** avec un taux de 2,3%, contre 0,8% en Europe.

Vraie croissance et taux d'intérêts

Selon certains économistes, **3,5%** serait le taux de croissance maximum que l'économie pourrait atteindre en 2005, sans danger de relancer l'inflation. Ainsi, toute croissance supérieure pourrait générer de l'inflation. D'autres constatent que même avec le niveau du taux d'intérêts de base de **19,75% annuel** (le plus élevé du monde), la production n'a pas ralenti, bien au contraire, car actuellement, **l'industrie est à la limite de sa capacité**. Par ailleurs, l'écart entre le PIB produit et le PIB potentiel s'est accru au lieu de diminuer avec la hausse de taux.

Ainsi, bien que l'industrie travaille à la limite de sa capacité et que la demande toujours soit forte malgré la hausse de taux, l'inflation résiste toujours et les investissements nécessaires pour augmenter la production ne se font pas à cause de la cherté de l'argent.

À titre comparatif, le **Japon**, au moment de son formidable développement au cours des années 60, 70 et 80, ne s'est pas beaucoup soucié de l'inflation qui avait atteint près de 17% l'an. Pour assurer le développement du pays, les autorités avaient opté pour l'émission de monnaie qui était destinée à augmenter la production, sans souscrire à des emprunts extérieurs pour éviter d'endetter le Japon. La hausse de la production équilibrait le volume de ressources mis en circulation, ce qui permettait de contrôler l'inflation. Cette politique a pour résultat qu'aujourd'hui, le Japon serait le plus grand créancier du monde.

En sens contraire, le **Brésil** a misé sur le financement externe, ce qui fait du pays **le plus grand pays débiteur du monde** derrière les États-Unis.

Rappel : en 1963, la dette externe brésilienne, qui était de 3 milliards de dollars, a atteint **105,2 milliards de dollars** suite à la période de son miracle économique des années 70. Ainsi, depuis 25 ans, le Brésil a déboursé 6 milliards de dollars pour payer les intérêts de sa dette externe. Au total, sur une dette de 105,2 milliards de dollars, le pays a payé **153 milliards de dollars en intérêts...**

Chili

Radiographie des foyers

Selon l'INE, 51,2% des foyers chiliens se trouvent dans un niveau moyen, ce qui signifie qu'ils ont accès aux services de base, à une éducation de base et disposent d'un certain niveau d'équipements. Seulement 8,8% des foyers jouissent d'un bien-être économique.

Dans le classement des foyers chiliens, on peut identifier 5 catégories :

- **Le plus bas bien-être économique** : les 28 281 foyers du pays (0,7% du total national) de cette catégorie se trouvent en milieu rural, habitant des logements en bois et sans accès à des services de base.
- **Bien-être économique bas** : les 320 693 foyers (7,7% du total) se trouvent aussi en milieu rural avec des caractéristiques similaires à la précédente catégorie, ayant comme particularité qu'ils ont accès à des services de base (eau, électricité...).
- **Bien-être moyen** : 1,306 million de foyers (31,6% du total) qui, en majorité, se trouvent en milieu urbain, disposant d'un logement en bois, sol recouvert, le chef de famille ayant une éducation de 6,9 années d'études en moyenne.
- **Bien-être élevé** : les 2,12 millions de foyers (51,2%) ont accès à tous les services de base, à une éducation et sont équipés. Le logement est en matériaux, les chefs de famille ayant, en moyenne, 10,7 années de scolarité.
- **Bien-être supérieur** : les 363 818 foyers (8,8% du total) sont propriétaires de leur logement en béton/brique totalement équipés, possèdent au moins un véhicule, les chefs de famille ont fait des études universitaires.

État moins endetté

Au cours des 2 dernières années, le gouvernement a décidé de rembourser en avance ses dettes depuis qu'en 2003, la collecte du Trésor Public a augmenté grâce à la croissance économique du pays et au prix élevé du **cuiivre, 1^{ère} source de richesse du pays**. Ainsi, la dette publique, qui atteignait 45,4% du PIB en 1990, est passée à **10,9%** en 2004.

Bon rythme de croissance

Selon le Banco Central, en avril, le **PIB chilien** a grimpé de **6,3%**, soit la plus forte hausse depuis 8 ans. Au total, au cours des 4 premiers mois de l'année, la croissance économique a atteint **5,9%**, l'industrie se plaçant au **1^{er} rang** avec une hausse de 10,1% sur douze mois. Le commerce montre également une bonne santé avec une progression mensuelle de 7,2% et les ventes de véhicules ont bondi de 27%.

En avril, les **exportations** ont crû de **24,7%**, un taux inférieur à celui de janvier (35,3%), mais supérieur à ceux de février (16%) et mars (19,5%). Évidemment, la hausse du prix du cuivre a joué dans l'évolution des exportations.

Parallèlement, en avril, les **importations** ont grimpé de **36%** par rapport à avril 2004, totalisant **2,37 milliards de dollars**, ce qui prouve la croissance de la demande interne (consommation et investissement).

À noter : entre janvier et mai, le nombre de déclarations de faillites a chuté de 32,31% comparé à la même période 2004, totalisant 44 cas.

Colombie

Les transferts des émigrés

Selon le Banco de la República, en 2004, les transferts des émigrés colombiens ont atteint **3,17 milliards de dollars**. Ainsi, après le Mexique, la Colombie est le **2nd pays latino-américain** en termes de volume de virements. Le montant équivaut à 3,3% du PIB du pays.

Rappel : en 1999, le volume avait atteint 1,29 milliard de dollars.

Les narcotrafiquants aiment la terre

Au cours des 20 dernières années, une **contre-réforme agraire** s'est produite dans le pays du fait de la concentration de terres aux mains des narcotrafiquants et groupes armés illégaux. Certaines sources tablent sur le **contrôle de plus d'un million d'hectares, soit 3% du territoire national et 5% des terres potentiellement exploitables**. D'autres sources avancent le chiffre de près de 4 millions d'hectares d'une valeur de 2,5 milliards de dollars.

Exportations en hausse

La hausse du peso colombien par rapport au dollar américain n'a pas été un obstacle pour les exportations colombiennes qui, au cours du 1^{er} trimestre de l'année, ont crû de **33,1%** comparé au même trimestre 2004, totalisant **4,53 milliards de dollars**.

Les 4 produits traditionnels d'exportation ont tous progressé : +78,3% pour le café, +23,7% pour le pétrole, +76,6% pour le charbon et +21% pour le minerai de fer.

À noter : la bonne situation économique du Venezuela favorisée par le prix du pétrole devrait bénéficier les exportations colombiennes estimées à 3,3 milliards de dollars en 2005, contre 1,6 milliard en 2004.

Mexique

Panorama contrasté

Bien qu'en avril, la croissance économique ait atteint un taux de **5,2%** par rapport à avril 2004, les représentants du secteur des entreprises ne sont pas optimistes. En effet, la plupart des industries du pays ne travaillent qu'à **60% de leur capacité**, ce qui provoque une réduction des postes de travail et d'investissements. Entre 2000 et 2004, l'industrie manufacturière mexicaine a perdu 633 000 postes de travail, soit 14,3% de l'emploi enregistré par l'IMSS.

À noter : influencée par la progression économique américaine, en avril, la **production industrielle** mexicaine a progressé de **5,2%** par rapport à avril 2004.

Sur le front social, au cours des 2 dernières années, la pauvreté est passée de 50,6% à **47%** de la population. Selon des experts, cette réduction est difficile à déterminer car on ne peut pas savoir si elle est due à la croissance économique ou aux aides du gouvernement, aux transferts des émigrés ou simplement, parce que cette population a émigré...

Au Mexique, la pauvreté a 2 mesures : les **pauvres vivant en ville** qui ont un revenu mensuel par personne de 135 dollars et les **pauvres vivant en zone rurale** qui, pour vivre, ont 90 dollars mensuels.

Sur le front du travail, sur **42 millions de travailleurs** que compte le pays, seulement 17 millions, environ, bénéficient d'avantages sociaux. **À noter** : en mai, les emplois légaux totalisaient 12,78 millions de postes.

Ce déséquilibre économique se reflète aussi dans le secteur productif car le travail au noir accompagne une activité qui représente autour de 315 milliards de dollars.

De plus en plus de transferts des émigrés

Au cours des 4 premiers mois de l'année, les transferts des Mexicains résidant à l'étranger ont grimpé de **19,1%** comparé à la même période 2004 à **5,65 milliards de dollars**. Le pétrole, les IED, le tourisme et les transferts sont les 4 premières sources de revenus du pays.

Au total, pour toute l'année, le Mexique devrait encaisser 20 milliards de dollars en provenance de l'étranger. Ce volume représente **14% du total des transferts mondiaux**. La valeur moyenne des virements est de 340,74 dollars.

Exportations : l'Inde devance la Chine. Et le Japon ?

Au 1^{er} trimestre 2005, les exportations mexicaines vers l'Inde ont atteint **229,4 millions de dollars**, en hausse de 98,8% par rapport à la même période 2004.

Parallèlement, les exportations vers la Chine ont atteint **199,9 millions de dollars**, soit une chute de 23,5% par rapport à l'année dernière. Le pétrole est le principal produit exporté vers l'Inde, suivi du cuir, des antibiotiques, des produits en caoutchouc... **À noter** : le déficit commercial entre le Mexique et la Chine atteint actuellement 14 milliards de dollars en faveur de l'Empire du Milieu.

Suite à la signature d'un accord d'association économique avec le Japon, en avril, les exportations mexicaines ont totalisé **116,9 millions de dollars**, soit une hausse de 42,3% comparé à avril 2004. Dans le même mois, les importations de produits japonais ont atteint 977,8 millions de dollars, ce qui représente une progression de 45,2% par rapport à avril 2004.

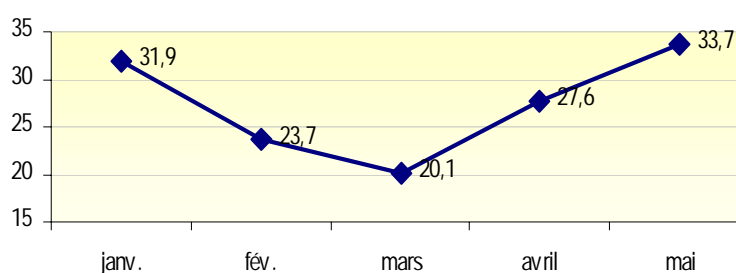
Pérou

Boom des importations

Selon la Sunat, en mai dernier, les importations de matières premières et biens de consommation ont grimpé de **33,7%** comparé au même mois 2004 à **plus de 1 milliard de dollars**, soit **le plus fort taux de l'année**.

Les principaux produits importés ont été les combustibles et lubrifiants (+74,5%), les machines agricoles (79,9%), les matériaux de construction (+69,9%) et les équipements de transport (+51,7%).

Évolution de la croissance des importations
(%/même mois de l'année précédente)



Source : Aduanas

Vers la mondialisation...

Selon le Consejo Empresarial de Negociaciones Internacionales, actuellement, le Pérou occupe la **6^{ème} place** du classement des pays latino-américains les plus mondialisés, juste derrière le **Panama** (N°1), le **Chili**, le **Mexique**, l'**Argentine** et la **Colombie**. Au niveau mondial, le pays arrive en **59^{ème} position**.

Ce rapport met donc en évidence que le Pérou a besoin de capital humain, d'infrastructures adéquates et d'un climat économique propice aux investissements s'il être compétitif au niveau mondial.

À noter : les facteurs pris en compte pour réaliser ce classement sont, entre autres, le nombre d'ordinateurs pour 1 000 habitants et le nombre de personnes ayant accès à Internet.

La Chine, un partenaire commercial de choix !

Selon la Banque Mondiale, le Pérou est l'un des pays qui profitent le plus de la croissance économique de la Chine, qui demande de plus en plus de minerais. En effet, selon l'Adex, en avril dernier, le pays asiatique constituait la **2nde destination des exportations péruviennes en concentrant 10,9% du total, soit 124,93 millions de dollars**, juste derrière les États Unis (27,7%/314,95 millions de dollars).

Selon Prompex, entre janvier et avril 2005, les exportations totales du Pérou ont progressé de **32,7%** comparé à la même période 2004, totalisant **4,821 milliards de dollars**. Les secteurs les plus dynamiques ont été l'artisanat (+98%), la métallo-mécanique (+87%) et le pétrole (+75%). Les minerais représentaient 56% du total exporté, la pêche 10%, le pétrole 9% et le textile 8%.

À noter : cette année, les exportations devraient s'élever à 15 milliards de dollars.

Uruguay

Davantage d'importations

Selon le BCU, en avril 2005, les importations de marchandises ont grimpé de **30,6%** comparé au même mois 2004 à **318,8 millions de dollars**, grâce au dynamisme des achats de biens de consommation et de capital.

Pays peu compétitif

Dans le nouveau classement 2004/2005 sur la compétitivité mondiale, élaboré par le Forum Économique Mondial, l'Uruguay occupe le **54^{ème} rang** sur un total de 104 économies passées au crible.

Lors de l'édition 2003/2004, le pays était en 50^{ème} position. Cette baisse de compétitivité résulte donc de la crise économique qu'a subie l'Uruguay en 2002.

Dans l'ensemble du territoire latino-américain, le **Chili** et le **Mexique** apparaissent comme les plus compétitifs, occupant respectivement les **22^{ème}** et **48^{ème}** rangs.

Moins de croissance que prévu

Selon le BCU, au 1^{er} trimestre 2005, le PIB national a enregistré une croissance de **7,1%** comparé à la même période 2004, mais de seulement **0,1%** par rapport au 4^{ème} trimestre 2004.

La croissance est donc quasiment nulle en raison du **ralentissement de l'activité** dans tous les secteurs, excepté pour le commerce (+14,9%) et les transports et communications (+13%).

Le PIB uruguayen est donc en train de ralentir et stagner. Pour 2005, les prévisions tablent sur une croissance de 5%, au lieu des 6% prévus initialement.

Venezuela

Un programme nucléaire dans le pays ?

Parmi les habituelles déclarations de Hugo Chávez qui ne font qu'alimenter les tensions avec les États-Unis, la dernière concerne le lancement d'un programme nucléaire.

Selon le Président vénézuélien, ce programme « à des fins pacifiques » aurait le soutien du **Brésil** et de l'**Argentine**, 2 pays de la Région possédant des **centres de recherches et des applications nucléaires pacifiques** (génération d'électricité). Ces déclarations de Chávez ont été effectuées lors de sa visite au Salon de l'Industrie Iranienne réalisé à Caracas...

Des IED spectaculaires

Au cours des 5 premiers mois de l'année, le pays a attiré pour près de **580 millions de dollars** d'investissement étrangers directs, somme nettement supérieure à celle de 400 millions de dollars enregistrée sur l'ensemble de 2004. Ainsi, pour 2005, le gouvernement table sur des IED de **700 millions de dollars**.

Les principaux secteurs destinataires de ces investissements ont été les **télécommunications** et l'**industrie manufacturière**.

À noter : les investissements étrangers réalisés dans les secteurs de l'industrie pétrolière, des mines, des banques et des assurances ne sont pas comptabilisés.

La pauvreté toujours en forte progression

Selon l'INE, **plus de la moitié des Vénézuéliens** vivent actuellement en situation de pauvreté, soit **53%** de la population en décembre 2004. En 1999, année où Hugo Chávez est devenu Chef d'État, ce chiffre était de 42,8%, ce qui fait une hausse de **10,2 points** entre les 2 dates.

L'extrême pauvreté touche actuellement **1/4 des foyers**, contre 16,6% il y a 6 ans. Le panier alimentaire moyen était évalué à 137 dollars en février dernier, alors que le SMIC vénézuélien était de 126dollars.

Bonne croissance du PIB

Au 1^{er} trimestre 2005, le PIB vénézuélien a atteint **7,9%** par rapport à la même période 2004 grâce à la hausse constante de la demande interne (+20,3%/1T04).

Durant la période, on relève une croissance de l'**activité industrielle** (hors industrie pétrolière) de **9,3%** et de **1%** pour l'activité pétrolière. De même, on constate dans les **secteurs public et privé** des hausses respectives de **8,9%** et **5,1%**.

À noter : en 2005, une croissance oscillant **entre 7% et 8%** est attendue.